

A travers les media , par OTC (Organisation Terre & Culture)

. Intelligence Online-N° 866

2 décembre 2020

TURQUIE Le MIT installe ses affidés syriens dans le Haut-Karabakh

Malgré la fin des combats au Haut-Karabakh, Ankara enjoint ses supplétifs à rester sur place. Et à rapatrier leurs familles.

Selon nos informations, le **MIT**, le service de renseignement turc, donne l'ordre à ses combattants privés syriens de s'installer dans les territoires conquis dans le Haut-Karabakh. Au-delà de l'anticipation d'un renouvellement des combats, cette opération viserait surtout à tenter de peupler les districts évacués par l'Arménie dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu conclu le 10 novembre ([IOL n°865](#)). La **Division Sultan Mourad**, composée majoritairement de Turkmènes, en première ligne

des combats depuis le mois d'octobre ([IOL n°862](#)), s'est ainsi non seulement vu proposer une prime pour rester sur place, mais également une assistance financière et logistique afin de permettre le rapatriement des familles des combattants, restées en Syrie. Plusieurs sources rapportent ainsi que le service d'**Hakan Fidan** a ouvert un bureau de recrutement dans le canton d'Afrin, en Syrie, contrôlé par Ankara depuis janvier 2018.

Peu de candidats se sont toutefois manifestés pour une telle relocalisation dans les territoires reconquis dans le Haut-Karabakh, à l'heure où les familles des supplétifs syriens réceptionnent encore les corps de ceux tombés au combat. ●

Haut-Karabakh : ces vidéos de prisonniers qui hantent les familles

Human Rights Watch dénonce des cas de maltraitance de soldats arméniens par les forces azerbaïdjanaises diffusés sur les réseaux sociaux

Le conflit meurtrier qui a opposé, cet automne, l'Arménie à l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Haut-Karabakh a fait naître une nouvelle facette de la guerre moderne : l'envoi aux familles, via les réseaux sociaux, de photos et de vidéos dégradantes de leurs proches, détenus ou morts, expédiées par le camp adverse parfois à l'aide du propre téléphone trouvé sur les corps ou les soldats capturés. Cette communication de la terreur, imputée en grande partie aux forces azerbaïdjanaises victorieuses sur le terrain, a commencé sitôt le début des affrontements, le 27 septembre, et semble s'être poursuivie bien après le cessez-le-feu instauré le 9 novembre, sous le patronage de Moscou.

Depuis l'arrêt des combats – qui ont fait 2300 morts dans les rangs de l'armée arménienne, selon le décompte d'Erevan, et 2783 du côté des Azerbaïdjanais d'après le bilan communiqué pour la première fois par Bakou, jeudi 3 décembre –, le sujet est devenu une préoccupation majeure. L'Arménie évalue à plusieurs dizaines le nombre de soldats disparus. Or, si l'échange des prisonniers est bien prévu par l'accord sur la cessation des hostilités, aucune date ne figure sur le document, et le retour des corps de ceux qui ont péri sur le champ de bataille reste parcellaire.

« Sévices physiques »

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a indiqué au *Monde* avoir été saisie de 31 requêtes « introduites entre le 27 septembre et aujourd'hui » concernant 112 personnes captives, dont 99 par l'Azerbaïdjan et 13 par l'Arménie. Cette juridiction – installée à Strasbourg et qui dépend du Conseil de l'Europe –, dont

Un soldat arménien paniqué insulte son premier ministre sur l'ordre de ses ravisseurs

sont membres les deux pays belligérants, est intervenue dans une majorité de cas via des mesures provisoires – une procédure d'urgence appliquée au regard d'un « risque imminent de dommage irréparable » –, sans attendre de statuer sur le fond ou sur la recevabilité de ces requêtes considérées comme une « priorité ». Les demandes de renseignements adressées aux autorités sur l'état de santé et la localisation de ces soldats ont parfois permis d'accélérer leur rapatriement.

De son côté, Human Rights Watch (HRW) dénonce le sort de « militaires arméniens maltraités ». « Les forces azerbaïdjanaises ont traité de manière inhumaine de nombreux militaires de troupes arméniennes capturées durant le conflit du Haut-Karabakh. Elles ont soumis ces prisonniers de guerre à des sévices physiques et à des humiliations dans des vidéos filmées et largement diffusées sur les réseaux sociaux depuis octobre », accuse l'ONG dans un rapport rendu public jeudi, qui fait état de dizaines de vidéos en circulation.

Sur plusieurs d'entre elles, mises en avant par HRW, qui a enquêté auprès de plusieurs familles et s'est entretenu avec deux avocats mandatés pour déposer les requêtes auprès de la CEDH, des soldats sont frappés, humiliés, et contraints de crier « le Karabakh est

azerbaïdjanais ». « Dans la plupart des vidéos, les visages des ravisseurs sont visibles, ce qui suggère qu'ils n'avaient pas peur d'être tenus pour responsables », souligne l'ONG. Publiées sur les chaînes Telegram, notamment Kolorit 18+ et Karabakh_News, et sur plusieurs comptes Instagram, elles ne contenaient pas de métadonnées pouvant confirmer l'heure et le lieu de leur enregistrement, beaucoup ayant été supprimées après avoir été téléchargées sur Telegram et d'autres plates-formes. Mais Human Rights Watch a acquis la conviction qu'aucune de ces vidéos n'a été mise en ligne avant octobre-novembre.

Images dégradantes

Les détails sont glaçants. Allongé sur un char azerbaïdjanais, puis assis sur ce même blindé, un jeune soldat arménien paniqué crie et insulte le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, sur l'ordre de ses ravisseurs. Alerté par un proche sur l'existence d'une vidéo le 8 octobre, Chirak Sarguissian a ainsi découvert son fils, Areg, 19 ans, dont il était sans nouvelles depuis près d'une semaine. Quelques jours plus tard, d'autres vidéos sont de nouveau apparues, montrant Areg sur le siège arrière d'un véhicule, vêtu d'une blouse fleurie, avec un bandeau noir et répétant « vive le président [azerbaïdjanais] Aliiev » et maudissant de nouveau M. Pachinian.

Plus tard, après l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge, le même jeune homme est réapparu soigné dans un hôpital et recevant de la visite. Filmé par un média officiel, il exprimait cette fois sa « gratitude ». D'autres images, furtives et dégradantes, montrent un groupe de soldats allongés au sol, apeurés, ou bien assis et forcés d'embrasser le dra-

peau de leurs adversaires, en violation de la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre qui les protège, rappelle HRW, « en particulier contre les actes de violence ou d'intimidation et contre les insultes et la curiosité publique ».

Le 15 octobre, le site d'investigation *Bellingcat* avait pour sa part authentifié le contenu de deux vidéos circulant sur des chaînes Telegram. La première montrait deux combattants arméniens, un vieux et un jeune, se rendant aux forces azerbaïdjanaises, sans armes, dans la région de Hadrou. La deuxième faisait apparaître leur exécution.

Les images hantent les familles. *Le Monde* a également recueilli le témoignage de l'une d'entre elles éprouvée par cette communication de terreur. Hasmik T. a reçu la photo de son beau-frère, 27 ans, via l'application Messenger, le visage barré d'une croix, le 28 octobre. « C'était la dernière que je lui avais envoyée, la seule où il figure avec son fils né dix-sept jours avant qu'il ne parte au combat... », souffle la jeune femme, qui préfère taire son nom de famille, « par égard pour [sa] sœur ».

« Dès le premier jour des combats, Narek est parti sur le front, à la tête d'une unité de quatorze soldats. Puis ils ont été encerclés par les forces azerbaïdjanaises et il a appelé ma sœur pour lui dire qu'il avait perdu son téléphone et qu'il fallait qu'elle bloque le numéro. Il est mort, le 12 octobre, dans un bombardement de drones à Jebrail [l'un des territoires reconquis par l'Azerbaïdjan] », raconte-t-elle. Deux semaines plus tard, la photo, qu'elle accepte de montrer, est arrivée sur sa messagerie. L'expéditeur, un certain Resul de Bakou, a ensuite tenté de l'appeler à deux reprises, la dernière fois le 15 novembre. ■

ISABELLE MANDRAUD

3. Le Figaro

5 Décembre 2020

Des restaurations bâclées du patrimoine soulèvent l'indignation en Turquie

[Des restaurations bâclées du patrimoine soulèvent l'indignation en Turquie \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Mosaïques romaines endommagées, béton coulé au milieu d'un amphithéâtre antique... Des experts imputent ces dérives à une course aux profits et à des considérations idéologiques.



La Tour de Galata, un monument emblématique d'Istanbul est le dernier édifice dont la rénovation a fait l'objet d'une controverse. *Ozan KOSE / AFP*

Des travaux bâclés, des monuments historiques endommagés voire défigurés: la restauration du patrimoine culturel suscite des controverses en Turquie où des experts imputent ces ratés à un favoritisme alimentant une course aux profits et à des considérations idéologiques.

La Tour de Galata, un monument emblématique d'Istanbul construit au 14ème siècle, est le dernier édifice dont la rénovation a fait l'objet d'une telle controverse. La démolition de l'un de ses murs au marteau-piqueur en août a été interrompue de justesse après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo de cette scène qui a suscité l'indignation.

Le ministre de la Culture, Nuri Ersoy, avait alors tenté d'éteindre la polémique en assurant

que les travaux au marteau-piqueur avaient été menés sur des murs *«ne faisant pas partie de la construction originale»*, tout en promettant des sanctions contre les responsables du chantier.

Des mosaïques romaines endommagées par une restauration bâclée, du béton coulé au milieu d'un amphithéâtre antique, des citadelles historiques qui paraissent désormais flambant neuves: la liste des monuments mal rénovés s'est allongée ces dernières années.

Pour Osman Köker, fondateur de la galerie Birzamanlar, un lieu d'exposition sur la diversité culturelle du pays, *«une grossièreté»* envers des édifices anciens, tendant à effacer les traces des minorités non-musulmanes, a toujours existé en Turquie.

«Profits avant tout»

Pourtant, le tableau fut autrement plus reluisant au début des années 2000, à l'aube du pouvoir du président [Recep Tayyip Erdogan](#), alors Premier ministre. *«Dans le cadre des efforts pour l'adhésion à l'Union européenne, la restauration des monuments à haute valeur symbolique était alors privilégiée»*, explique M. Köker. Ainsi, en 2011, la restauration réussie de l'église arménienne d'Ahtamar, dans l'est de la Turquie, avait reçu de nombreux éloges.

Mais l'éloignement d'Ankara de l'UE ces dernières années et le durcissement du pouvoir islamo-conservateur de M. Erdogan ont changé la donne, souligne Korhan Gumus, architecte spécialisé en protection du patrimoine. *«Les appels d'offres de rénovation ne sont désormais attribués par le gouvernement qu'à des groupes privilégiés. Ceux-ci ont instauré un monopole et voient les projets avant tout comme un moyen de générer des profits»*, déplore-t-il.

Il impute ces dérives à *«un système qui gère les rénovations uniquement par le biais des appels d'offres, sans réflexion préalable sur l'histoire ou l'environnement»*. *«On se contente d'une restitution de l'original, ce qui donne des résultats caricaturaux. Or, les monuments comportent souvent des parties ajoutées au cours des siècles par différentes civilisations qu'il faudrait conserver»*, ajoute-t-il. Sollicité par l'AFP, le ministère de la Culture n'a pas réagi aux critiques.

«Décisions arbitraires»

C'est Mahir Polat, directeur du Département de l'héritage culturel à la mairie d'Istanbul, qui a tiré la sonnette d'alarme sur la destruction au marteau-piqueur d'un mur de la Tour de Galata. La mairie, dirigée par une figure de l'opposition, a déposé une plainte, mais la demande de M. Polat d'inspecter le site a été rejetée par le ministère de la Culture, qui pilotait les travaux. *«Lorsque la restauration n'est perçue que comme une activité de chantier, on rate le but de conservation»*, estime M. Polat. Le tableau est aussi assombri

selon lui par certaines «*décisions arbitraires*», qui court-circuitent les organismes en charge de la protection du patrimoine.

Il dit ainsi avoir découvert en juillet qu'une fontaine historique à Uskudar, dans la partie asiatique d'Istanbul, avait disparu du jour au lendemain dans le cadre de l'élargissement d'une route. La municipalité du district, dirigée par le parti au pouvoir, avait décidé selon lui de «*déplacer*» la fontaine sans avoir obtenu les permis nécessaires. «*La valeur historique d'un monument n'a de sens que dans le lieu où il se trouve. Vous ne pouvez pas le transporter comme un objet quelconque. On n'a d'ailleurs pas de nouvelles de cette fontaine depuis.*»

Pour Tugba Tanyeri Erdemir, chercheuse à l'Université de Pittsburgh, la Turquie privilégie «*une mise sous domination du patrimoine culturel plutôt que sa conservation*». «*Nous l'avons vu avec les décisions de reconversion de la basilique de Sainte-Sophie et de l'église de la Chora*», souligne-t-elle. La reconversion récente de ces édifices en mosquées avait suscité des inquiétudes sur le sort de leurs mosaïques byzantines.

«*La mémoire d'une ville est intimement liée à son espace. Nous n'avons pas su vivre avec les édifices anciens dans le passé*», déplore M. Polat. «*J'espère que nous nous rendrons un jour compte que nous avons un trésor entre nos mains*».

4. Valeurs actuelles

6 décembre 2020

Les plaies à vif des chrétiens du Haut-Karabagh

Au lendemain d'une défaite éclair, la république autoproclamée de l'Artsakh a perdu les deux tiers de son territoire. Un déchirement pour la nation arménienne, qui voit s'éloigner plusieurs joyaux de son histoire. Une défaite qui menace l'avenir de l'Arménie et interroge sur le sort de l'Europe face à la Turquie d'Erdogan. Reportage sur les routes de l'horreur.

Sur les routes enneigées et sinueuses qui conduisent à Stepanakert, les voitures ralentissent dans les descentes en faisant crisser leurs pneus sur le givre, puis s'élancent tout à coup, doublant dans les virages les vieilles guimbardes du temps de l'URSS sans vérifier ce qui arrive en face. Ici et là, des hommes chargent de vieux camions soviétiques avec des grumes fraîchement coupées au milieu de forêts déboisées. «*Ils ne veulent rien laisser aux Turcs*», nous explique Ando, étudiant de 23 ans. Pas même les maisons qu'ils ont incendiées eux-mêmes et qui fument encore. Sur tout le trajet, la guerre a laissé des traces : ponts défoncés, maisons brûlées, véhicules bombardés, le plus souvent par des drones.

«*Nous n'étions pas préparés et l'Arménie ne pouvait faire face à deux armées possédant un*

armement ultramoderne », regrette David Galissian, député de la république d'Artsakh, qui pointe aussi la responsabilité d'Erevan. Pour beaucoup, c'est désormais l'heure des comptes. « *L'Arménie a été vendue par son Premier ministre actuel, Nikol Pachinian* », assure le député. Qui va plus loin : « *La femme de Pachinian se rendait sur le front pour soi-disant soutenir les soldats. Elle partait avec treize personnes et son groupe s'appelait Érato, comme la fille de Tigrane le Grand, qui avait ouvert les frontières aux Romains.* » Pour David Galissian, c'est un symbole qui veut tout dire. Armen, un soldat basé à Goris, se montre, lui, plus conciliant : « *Pachinian a fait ce qu'il pouvait face à une guerre totale dans laquelle nous risquions de tout perdre, Arménie comprise.* »

Hors de question de rester en Artsakh sous menace azerbaïdjanaise

Avec un autre député, David Galissian nous fait visiter Stepanakert. Partout ou presque, la ville est marquée dans sa chair par les combats : vitres cassées, traces de balles, hôpital ou école bombardés [la suite de l'article est réservé aux abonnés]

5. Public Sénat

25 novembre 2020

Haut-Karabagh : « La France n'a pas été à la hauteur de ce qu'elle devrait être », affirme Christian Cambon

[Haut-Karabagh : « La France n'a pas été à la hauteur de ce qu'elle devrait être », affirme Christian Cambon | Public Senat](#)



Les ambassadeurs d'Arménie et d'Azerbaïdjan étaient auditionnés ce mardi par la commission des Affaires étrangères du Sénat. Alors que le Sénat va débattre, ce jour, d'une proposition de résolution portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh, le président de la commission, Christian Cambon, explique l'importance de cette résolution.

Depuis le tout début du XXe siècle, le Haut-Karabagh est le théâtre d'un conflit opposant l'Arménie, à majorité chrétienne, et l'Azerbaïdjan, à majorité chiite. Le conflit gelé depuis

1994 s'est embrasé en juillet dernier et plus sérieusement le 27 septembre sur ce territoire montagneux de 440 kilomètres carrés. Soutenu par la Turquie, l'Azerbaïdjan s'est retrouvé en position de supériorité face aux Arméniens qui peuplent à 95 % le Haut-Karabagh.

La Russie est intervenue auprès de ces deux anciennes républiques de l'Union soviétique. Le 10 novembre, elle déployait 2 000 soldats pour enrayer la reconquête militaire de l'enclave disputée. Un accord tripartite a été signé entre les présidents russe, azerbaïdjanais et arménien, imposant la cessation immédiate des combats et l'instauration d'une force d'interposition. L'accord de cessez-le-feu total est depuis respecté scellant la défaite de l'Arménie qui perd le contrôle militaire du Haut-Karabagh.

La commission des Affaires étrangères du Sénat a auditionné à huis clos, ce mardi, les ambassadeurs d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Alors que le Sénat va débattre ce mercredi d'une proposition de résolution portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh, le président de la commission, Christian Cambon souligne l'importance de cette résolution.

« Cinq groupes politiques portent cette résolution, ce n'est pas rien. Cela va influencer sur nos relations avec l'Arménie, un pays ami », appuie Christian Cambon. En effet, cette proposition de résolution est soutenue par les principaux présidents de groupe : Bruno Retailleau (LR), Patrick Kanner (PS), Hervé Marseille (UC), Éliane Assassi (CRCE) et Guillaume Gontard (groupe écologiste).

Si elle est votée, ce qui risque fort d'être le cas, cette résolution aura seulement une portée symbolique. « C'est important parce que la France n'a pas été à la hauteur de ce qu'elle devrait être », affirme Christian Cambon. Malgré sa qualité de coprésidente - aux côtés de la Russie et des États-Unis - du « Groupe de Minsk », la France n'a pas été consultée dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu. Le président de la commission des Affaires étrangères soutient un engagement plus poussé notamment en ce qui concerne l'aide humanitaire à destination de l'Arménie.

Paris a d'ores et déjà envoyé un avion-cargo chargé de 20 tonnes d'aides gouvernementales, un autre de 50 tonnes doit partir le 27 novembre, incluant du matériel rassemblé par la communauté arménienne de France (tentes, couvertures, groupes électrogènes, médicaments). Les Arméniens ayant fui le Haut-Karabagh ont parfois brûlé leur maison de peur que leurs ennemis ne la récupèrent.

Sur le plan diplomatique, Christian Cambon appelle le gouvernement à s'appuyer sur les relations franco-russes, le Kremlin ayant une influence historique et forte dans le Caucase du Sud. « Il faut réactiver le groupe de Minsk », plaide-t-il encore. Le rôle de la Turquie « qui anime cette crise et veut étendre son influence » est par ailleurs fustigé.

Rapportant en substance, les auditions qui se sont tenues au Sénat, Christian Cambon souligne la qualité de l'intervention de l'ambassadrice d'Arménie venue avec des éléments

sur les exactions présumées commises par l'Azerbaïdjan. L'homme de Bakou était plus évasif, selon Christian Cambon, niant par ailleurs la présence de mercenaires syriens envoyés par la Turquie aux côtés des forces azerbaïdjanaises. Ce dossier reste d'ailleurs un des points de crispation qui va être cité dans les négociations à venir.

Ce mercredi, la Haute assemblée débattera en séance publique de la proposition de résolution portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh.

6. Les nouvelles d'Arménie

6 décembre 2020

Le président arménien Armen Sarkissian affirme que le gouvernement devra rendre les comptes des dépenses du Fonds Arménien (Haysatan Himnadram)

[Le président arménien Armen Sarkissian affirme que le gouvernement devra \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Armen Sarkissian le président de la République d'Arménie et président du conseil d'administration du Fonds Arménien (Hayastan Himnadram) a adressé une lettre officielle aux membres du conseil d'administration de la Fondation.

Un responsable des relations publiques du bureau du président de la République d'Arménie a déclaré que la plupart des fonds levés par le Fonds Hayastan pendant les journées difficiles de la guerre en Artsakh furent un peu plus de 52,7 milliards de drams, fonds levés à la demande du gouvernement de la République d'Arménie. Ces sommes furent versées sur un compte distinct du Trésor de l'Etat arménien afin de financer les dépenses d'infrastructure, sociales et de santé.

Dès le début, le président Armen Sarkissian affirmait et aujourd'hui il le réitère que les sommes transférées par le Fonds Arménien au gouvernement auraient dû être converties en dette par le biais d'un prêt. Cependant, dans la situation difficile actuelle, la majorité des membres du conseil d'administration du Fonds Arménien (Hayastan Himnadram) ont pris

une décision différente selon le bureau du président arménien.

« Compte tenu de l'intérêt grandissant du public pour la question, le président Sarkissian a adressé le 26 novembre une lettre au directeur du Fonds, Haykak Arshamyan avec une proposition de clarification » a indiqué le bureau du président de la République.

« En tant que président du conseil d'administration du Fonds Arménien, je suis profondément préoccupé par le fait qu'en raison du transfert des sommes offertes au Fonds Arménien par nos compatriotes et parents au gouvernement, il y ait eu une certaine méfiance et un mécontentement à l'égard des activités du Fonds. Nos compatriotes en ont également parlé dans la presse. Ce fait est également devenu une source de spéculation, les donateurs ont des soupçons d'abus de confiance. La conséquence de tout cela, la réputation du Fonds Arménien pourrait être mise en danger, ainsi que la collecte et le don de fonds pour de futurs programmes » a écrit le président arménien au directeur du Fonds.

Le Président de la République d'Arménie a souligné que la situation actuelle exige que des mesures urgentes soient prises afin de consolider la confiance des donateurs du Fonds et éviter de discréditer ses activités du fait de ces transferts de fonds vers le gouvernement pour que ce dernier finance les projets.

Selon le président Armen Sarkissian, le gouvernement devrait présenter un rapport clair, détaillé et transparent sur les dépenses effectuées avec les fonds transférés par le Fonds, et cela devrait être rendu public le plus tôt possible.

Le président arménien a également affirmé qu'un audit international urgent devrait être mené et le public, en particulier nos compatriotes de la diaspora, en tant que principaux et fidèles donateurs du Fonds, devraient recevoir des informations complètes sur les fonds levés par le Fonds.

Armen Sarkissian conclut *« Comprenant la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement notre pays, il est en même temps inutile d'ajouter aux différentes crises la crise de confiance autour du Fonds Arménien »*. Il ajoute *« Le retour des fonds transférés au gouvernement vers le Fonds Arménien peut changer la donne et devenir une garantie de rétablissement de la confiance dans le Fonds. La restitution du budget du fonds permettra au Conseil d'administration de prendre en compte les avis et suggestions des administrateurs, des donateurs, et de décider de l'orientation des dépenses (...) le Fonds doit être une structure absolument apolitique, exempte du moindre soupçon »*.

Krikor Amirzayan

7. Les nouvelles d'Arménie

7 décembre 2020

Guerre des mots entre Pachinian et Kotcharian



L'ancien président Robert Kotcharian a provoqué samedi une réaction furieuse du Premier ministre Nikol Pachinian après s'être joint à l'opposition arménienne pour le blâmer pour l'issue de la guerre du Haut-Karabakh et exiger sa démission.

Dans une interview télévisée diffusée vendredi soir, Kotcharian a accusé le gouvernement de Pachinian d'avoir rendu la guerre « inévitable » avec une diplomatie imprudente et des calculs erronés du potentiel et des besoins militaires de l'Arménie. Il a déclaré que ses « graves erreurs » commises pendant la guerre avaient prédéterminé la victoire de l'Azerbaïdjan.

Les pertes territoriales énormes subies par la partie arménienne ont dépouillé Pachinian de sa légitimité, a commenté Kotcharian à la chaîne de télévision Fifth Channel dans ses premières remarques publiques faites depuis le déclenchement de la guerre de six semaines arrêtée par un cessez-le-feu négocié par la Russie le 10 novembre.

« Je ne peux me rappeler que d'un seul cas dans l'histoire où un État a perdu [une guerre] mais n'a pas changé de gouvernement », a-t-il noté. « C'était [après] la première guerre en Irak en 1991. Saddam Hussein est resté au pouvoir, utilisant tout son système totalitaire. Il a mal fini : ils l'ont pendu. »

« Il est naturel qu'un gouvernement vaincu soit remplacé », a ajouté l'homme qui a dirigé l'Arménie de 1998 à 2008.

Pachinian a riposté face aux piques de Kotcharian et d'autres anciens dirigeants arméniens dans une allocution télévisée à la nation diffusée le lendemain matin.

« Nous avons échoué non pas dans la diplomatie mais dans nos tentatives pour compenser les échecs diplomatiques des 20-25 dernières années », a-t-il déclaré.

Pachinian a affirmé que les propositions de paix au Karabakh faites par les États-Unis, la Russie et la France pendant et après le règne de Kotcharian n'étaient pas favorables à l'Arménie et au Karabakh. Il a poursuivi en accusant les anciens dirigeants du pays de ne pas en faire assez pour renforcer l'armée arménienne et de s'être enrichi illégalement à la place.

« La raison de notre échec est que l'Arménie a été un État corrompu pendant au moins 25 ans », a dénoncé le Premier ministre assiégé.

L'amère guerre des mots est intervenue au milieu des appels continus à la démission de Pachinian et la tenue d'élections générales anticipées exprimées par des groupes d'opposition, un nombre croissant de personnalités publiques et même le président Armen Sarkissian. Le Premier ministre les a rejetés, affirmant que la plupart des Arméniens lui faisaient toujours confiance.

Kotcharian a exhorté ses partisans à participer aux manifestations anti-gouvernementales en cours organisées par une coalition de 16 partis d'opposition. Il a soutenu un Premier ministre par intérim nommé par eux plus tôt cette semaine.

Dans ce contexte, l'ex-président de 66 ans n'a pas nié avoir des ambitions politiques. « Je vais essayer de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour aider le pays à surmonter cette période difficile », a-t-il prévenu.

Kotcharian a été jugé pour corruption et coup d'État, des accusations qui ont été portées contre lui peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Pachinian lors de la « révolution de velours » d'avril à mai 2018. Il rejette les accusations comme étant politiquement motivées. La Russie a également critiqué la procédure pénale. Le président russe Vladimir Poutine a tenu à maintes reprises à féliciter Kotcharian à l'occasion de ses anniversaires et à louer son héritage.

Vendredi, Kotcharian a également plaidé en faveur d'une « intégration beaucoup plus profonde » de l'Arménie avec la Russie. Il a insisté sur le fait que seule la Russie peut aider le pays à réarmer ses forces armées et à faire face à de nouveaux défis en matière de sécurité après la guerre du Karabakh. C'est pourquoi, a-t-il dit, le prochain gouvernement arménien devrait être non seulement plus compétent, mais aussi avoir la pleine confiance de Moscou.

par [Claire](#) le lundi 7 décembre 2020

8. Les nouvelles d'Arménie

7 décembre 2020

L'appel de Hilda Tchoboyan, Sarkis Shahinian, Gérard Guerguerian



L'importance des événements vécus ces dernières semaines, le traumatisme qui secoue les communautés arméniennes nous incite à prendre position. Celle-ci nous paraît indispensable pour la clarté du débat, tant sur la portée du document signé le 10 novembre, que sur la gravité de la situation.

- La guerre de 45 jours s'est terminée par une défaite cuisante pour les Arméniens. Elle est de l'ordre d'un séisme national, dont les effets se feront sentir longtemps.
- On nous a menti grossièrement. La défaite nous a pris par surprise. Les informations distillées quotidiennement par le centre unifié du ministère arménien de la Défense répétaient à longueur de journée que l'ennemi était contenu, subissait des pertes, et ne pouvait vaincre. La réalité était tout le contraire.
- Le document signé le 10 novembre 2020 équivaut à une capitulation, humiliante pour les Arméniens. Il ne s'agit pas d'un simple document de cessez-le-feu, mais d'un traité international, signé entre deux États et donnant à un troisième État, la Russie, le rôle d'État tiers prévu par l'art. 2 al. 1, h, de la Convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités.
- Le traité du 10 Novembre 2020, s'il est ratifié, mettra fin à toute légitimité à la revendication arménienne sur les territoires entourant le Nagorny Karabakh. Il réduira la configuration territoriale de l'ancienne Région Autonome du Nagorny Karabakh « NKR » (« Oblast » selon la terminologie Russe) à une portion congrue, amputée de localités importantes - Chouchi et Hadrout - historiquement et juridiquement arméniennes sous le régime soviétique.
- L'absence de mention d'un statut pour le NKR crée une incertitude quand à son avenir, à moyen/long terme. En l'absence de statut défini, le Nagorny Karabakh est au mieux, une enclave non définie - au sein de l'Azerbaïdjan - sous protection russe pour une durée de 5 ans. Cette protection est susceptible d'être remise en cause selon le bon vouloir de l'Azerbaïdjan.
- En clair, un retrait de la force d'interposition, entérinera l'inclusion de l'enclave sous souveraineté de l'Azerbaïdjan, ce dernier étant habilité - seul - à décider du retrait russe.
- Ce même traité prévoit - sans qu'elle ait été agressée - une renonciation par la République d'Arménie à une partie de sa souveraineté territoriale, par la création d'une servitude internationale de passage sous forme d'une route reliant l'enclave du Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, au sud de l'Arménie. Faisant partie du dispositif du traité, la servitude crée un droit de nature territoriale au profit de l'Azerbaïdjan. La remise en cause du dispositif, si le traité est ratifié, vaudra violation susceptible d'entraîner la responsabilité internationale de l'Arménie vis-à-vis de l'Azerbaïdjan.
- Quant aux perspectives d'avenir :
- Elles sont sombres. Il faut s'attendre à une relance de l'émigration de la population, touchée par une crise économique sans précédent - liée à la pandémie et à l'effort de la guerre - qui produit et qui continuera à produire ses effets pour les prochaines années. Corrélativement, il n'est pas illusoire de penser qu'une bonne partie de la diaspora

s'éloignera de la mère patrie, par rejet de la reddition ou pour dénoncer l'incompétence et la corruption des dirigeants politiques qui serait la cause d'une impréparation à la guerre.

Le maintien en nombre de la population arménienne au sein du Nagorny Karabakh, qu'il s'agisse de réfugiés déplacés en Arménie, ou des résidents forcés à quitter les territoires remis à l'Azerbaïdjan, sera difficilement envisageable. Le sentiment d'insécurité, l'absence d'armement lourd, d'un statut reconnu, de garanties internationales, avec une capitale - Stepanakert - dominée par le promontoire de Chouchi sous contrôle Azéri, ne permettra pas de fixer la population. La présence de mercenaires arabes ou turcophones dans la contrée n'aidera pas.

La solution d'une coexistence pacifique entre Arméniens et Azéris, compte tenu du passé, et des exactions commises - décapitations, exécutions sommaires, mutilation des corps - est devenue irréaliste.

La servitude internationale que l'Arménie a consentie sur son propre territoire au Sud sera potentiellement une source de clivage entre Arméniens. La ratification plausible du traité va créer les conditions d'un renforcement de l'opposition, voire de fractures au sein de la Nation.

Pour conjurer le sort et compte tenu de la gravité des décisions qui devront être prises ajoutée à l'ampleur des difficultés qui se profilent, il nous paraît indispensable :

- De recréer les conditions d'un consensus national. L'actuel est pulvérisé. Celui-ci passe - nécessairement - par une nouvelle légitimation de l'équipe dirigeante. Des élections législatives sont de ce fait incontournables.
- Qu'une majorité soit formée autour d'une plateforme d'Union Nationale, seule réponse rationnelle possible à une crise importante et seule réponse possible pour faire entériner - si les circonstances ne permettent pas de faire autrement - les conditions douloureuses de la capitulation actée ou de les refuser par consensus national. Et ce, quelles que soient les raisons ou les responsabilités dans la défaite.
- Qu'il faut se garder de démarches illusoire. Sans l'accord de l'Azerbaïdjan, le traité - sur ses principes - n'est pas négociable, il est signé. Il est déjà pour une bonne partie exécuté. C'est un acte international. Par conséquent, sa ratification, sa renégociation - si elle est rendue possible - ou son rejet, relève de la seule autorité d'une nouvelle représentation

nationale redevenue légitime.

- Que le retour de la confiance doit être au cœur des préoccupations. Les conditions de ce retour, passent par un effort prioritaire de reconstruction et d'investissements majeurs au Nagorny Karabakh - au-delà de l'aide humanitaire - afin de transmettre un message d'espoir et de solidarité à la population locale.
- Que l'axe politique avec la Russie doit être favorisé dans l'immédiat, seule garante régionale de la préservation d'un équilibre ethnique. L'ouverture vers l'Europe, en particulier vers la France, seul pays européen capable, en l'état, de creuser un sillon diplomatique international bénéfique aux Arméniens, doit être encouragée.
- Que l'effort d'investissements massifs à initier doit prioritairement cibler l'emploi et les technologies les plus avancées, qu'il s'agisse du domaine civil ou militaire.
- Que toute solution de paix sur le plan régional ne peut être pérenne que si les aspirations et intérêts historiques des Arméniens du Nagorny Karabakh sont préservés et actés.

Hilda Tchoboian Sarkis Shahinian Gérard Guerguerian

Décembre 2020

(les auteurs de cette synthèse s'expriment à titre personnel)

par [Ara Toranian](#) le lundi 7 décembre 2020

© armenews.com 2020

9. Les Nouvelles d'Arménie

5 décembre 2020

La Reconquista par le Droit ou par la Guerre, par Sam Tilbian



Retour sur l'Histoire

Le Nakhitchevan et l'Artshakh faisaient partie intégrante de l'Arménie historique depuis

8.000 ans, jusqu'à l'invasion seldjoukide.

En effet, des scientifiques Danois et Britanniques se fondant sur l'étude des ossements de femmes datant de 8 000 ans trouvés en Arménie et en Artsakh ont affirmé que la femme arménienne n'a pas eu de transformations génétiques au cours de ces millénaires ; ce qui est confirmé par « Cell Press », revue scientifique du MIT (Massachusetts Institute of Technology) .

En atteste aussi la cité de Tigranakert près d'Askéran, toutes les églises et monastères de plus de mille ans et les deux ponts de Khoda Afarin (Khoutaférini gamourdjner), le premier du 11^e siècle, le second du 13^e siècle sous les Orbélian de la principauté de Khatchen vassale des mongols.

Le Nakhitchevan et l'Artshakh subissent ensuite la domination des mongols de 1231 à 1405, puis des Kara Koyunlu et des Ak Koyunlu, de 1405 à 1501, pour passer sous la domination perse des khanats, dont les Mélikats d'Artsakh autonomes jusqu'à leur rattachement à l'Empire Russe.

Au 18^e siècle la région devient l'enjeu de la Russie et d'un chef de clan turcoman qui était au service du Châh d'Iran. C'est durant cette période que des tribus kurdes chiites occupent les régions de Kelbatchar, Bedzor, Koubadli, Zanguela et une partie de Djibrayil pour former au début du 20^e siècle, le Kurdistan rouge autonome.

La Russie prend le Nakhitchevan et Chouchi aux Perses entre 1803 et 1807, puis au traité de Gulistan le 27 octobre 1813 c'est le Karabagh entier qui est cédé par l'Iran à la Russie.

La Russie domine et pacifie tout le Sud Caucase, sauf en 1905 quand elle attise le fanatisme des tatars avec les massacres de février à Bakou, de mai au Nakhitchevan, d'août à Chouchi et de novembre à Gandja.

Après la première guerre mondiale et l'Armistice de Moudros, Kars, Ardahan, le Karabagh, le Zanguezour et le Nakhitchevan font parties intégrantes de la première République d'Arménie, (26 mai 1918 au 02 décembre 1920). Mais les Britanniques, qui occupent la région après la Première Guerre mondiale, nomment un gouverneur azéri au Karabagh, ce qui entraîne dès 1919 des massacres d'Arméniens.

L'Arménie intégrale est reconnue de facto par les Alliés à la Conférence de la Paix de Paris en janvier 1919.

L'Azerbaïdjan réagit et attaque le Karabagh, suite à une révolte des Arméniens, entre le 22 mars et le 26 mars 1920. Environ 20.000 Arméniens furent massacrés à Chouchi et dans une trentaine de villages alentours, outre 25 000 réfugiés ; les quartiers arméniens furent entièrement rasés.

Le 23 septembre 1920, les kémalistes, soutenus financièrement et militairement par les bolcheviks de Lénine, par solidarité anti-impérialiste tel que cela fut proclamé au Congrès

des peuples d'Orient de Bakou, envahissent l'Arménie qui est vaincue.

Puis les bolcheviks établis à Bakou attaquent l'Arménie le 27 novembre 1920,

Suite à sa défaite l'Arménie passe sous le contrôle des bolchevik, après avoir signé avec le gouvernement dachnag démissionnaire, le Traité d'Alexandropol du 3 décembre 1920. Ce qui conduira le nouveau gouvernement bolchevik d'Erevan à ne pas reconnaître les dispositions du traité d'Alexandropol.

Traité par lequel l'armée turque avait exigé que l'Arménie cède Kars Ardahan ainsi que le district de Surmalu à la Grande Assemblée Nationale, qu'elle cède le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan ; et qu'elle renonce aux frontières du traité de Sèvres.

Après la soviétisation de l'Arménie, Staline négligeant les accords des comités révolutionnaires, décide le 5 juillet 1921, les rattachements du Nakhitchevan (peuplé de près de 50% d'Arméniens), de l'Artshakh (peuplé de 95% d'Arméniens) et du Kurdistan rouge (peuplé de 73,1 % de kurdes) à l'Azerbaïdjan. Staline déportera une partie importante de la population kurde du Kurdistan rouge au Kazakstan en juillet 1930.

Ces rattachements sont effectués avec l'accord de Lénine et confirmés par le Traité de Moscou en mars 1921 entre la République soviétique de Russie et la Grande Assemblée turque. Dispositions qui seront reprises par le Traité de Kars signé le 13 octobre 1921 entre les turcs kémalistes, d'une part, et les républiques soviétiques de la Transcaucasie de l'autre.

Par ces traités, les Russes s'engagent également à ne reconnaître aucun traité international qui n'aurait pas été ratifié par les turcs.

Les parties ne reconnaissaient aucun accord ou acte international, qui pouvait être imposé au moyen de la force. Cela signifiait que l'Arménie Soviétique ne reconnaissait pas le Traité de Sèvres d'août 1920.

La Grande Assemblée turque, l'Azerbaïdjan et l'Arménie soviétique acceptent la formation d'une république autonome, du Nakhitchevan (avec des frontières figurant dans l'annexe 3), placé sous la protection de l'Azerbaïdjan.

Les alliés se désintéressent de la République d'Arménie, devenue soviétique.

C'est cette situation qui prévaudra jusqu'à la disparition de l'Union Soviétique, lorsque profitant de la perestroïka, l'Artshakh se proclame République Socialiste Soviétique le 20/02/1988, dans le cadre des institutions soviétiques.

Le 26 février 1988 à Erevan un million de personnes défilent, revendiquant le rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie ; le mouvement est soutenu par le prix Nobel de la Paix Andreï Sakharov. Mouvement qui sera suivi par les trois pays baltes le 23 août 1989, et conduira à leur indépendance le 4 septembre 1991.

Des pogroms anti-arméniens ont lieu à Soumgait puis à Bakou et Gandja en 1990 faisant plus de 150 victimes.

Puis l'Assemblée Nationale du Haut-Karabagh proclame l'indépendance du pays le 2 septembre 1991, confirmée par référendum le 10 décembre.

Les azéris avec le soutien de Gorbatchev, lancent une opération militaire conjointe, qui provoque le déplacement forcé des Arméniens des villages de la région de Chahoumian.

Le 26 novembre 1991, l'Azerbaïdjan annule le statut d'autonomie, envoie des troupes et impose le blocus de la région.

Le 31 décembre 1991 l'Union soviétique se dissout.

Commence alors la guerre de libération de l'Artsakh.

Les troupes arméniennes occupent Khodjaly en février 1992 où des civils furent victimes du fait de la confusion régnant lors de leur évacuation par un couloir humanitaire emprunté également par des troupes azerbaïdjanaises ; ce qui fut confirmé par l'organisation Helsinki Watch.

Depuis Chouchi les azéris avec l'appui de tchéchènes, conduits par Chamil Bassaïev, ne cessent de bombarder Stepanakert qui compte 50.000 habitants.

Dès avril, les partisans arméniens assaillent la ville qui est abandonnée par les azéris.

Kelbadjar peuplé de 45.000 habitants, majoritairement kurdes, est assailli par les partisans arméniens, renforcés par le groupe de Monte Melkonian, et tombe le 3 avril .

S'agissant de la première offensive en dehors du territoire de l'enclave, le 30 avril, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte une résolution soutenue par la Turquie et le Pakistan, réaffirmant l'intégrité territoriale, et demandant le retrait de toutes les forces occupant Kelbadjar.

Le 18 mai 1992, les troupes arméniennes aidées par la population kurde locale lancent une offensive contre la ville de Berdzo-Latchin, et en prennent le contrôle. Une « République kurde de Latchin » fut même proclamée, sans lendemain, en Arménie par un groupe de Kurdes dirigés par Wekîl Mustafayev,.

Une voie d'accès terrestre est ainsi ouverte, permettant une liaison entre l'Arménie et le Karabagh.

Le 12 juin, l'armée azerbaïdjanaise, lance une opération d'envergure sur la région de Chahoumian comportant une douzaine de villages arméniens, obligeant 30.000 Arméniens à fuir.

Le même jour, Monte Melkonian est tué lors d'une escarmouche près de la ville de Merzuli.

À la fin juin, les azéris attaquent la ville de Martouni, ils sont stoppés par les partisans du groupe de Monte Melkonian .

Les forces arméniennes lancent une série d'offensives libérant plusieurs villages dans le nord du Karabagh, qui étaient tenus depuis l'automne précédent par les azéris.

À la fin juin, Martakert, leur dernier bastion dans l'enclave est libéré.

En juillet 1992, les Arméniens attaquent la région d'Agdam afin d'établir une zone-tampon de sécurité.

Confronté à un effondrement militaire, Aliev tente de trouver un compromis avec le gouvernement du Karabagh, avec la médiation du Groupe de Minsk.

À la mi-août, les Arméniens massent des forces et s'emparent des régions de Fizuli de Djebayil et de Zanguelan, au sud de l'enclave.

Aliev procède au recrutement de 1.000 à 1.500 moudjahidin d'Afghanistan. D'autres aides proviennent du Pakistan ou de Tchétchénie. La compagnie pétrolière américaine Mega Oil embauche également plusieurs commandos militaires américains en échange de concessions de forage en Azerbaïdjan.

La Turquie avertit le gouvernement arménien de ne pas attaquer le Nakhitchevan et demande aux Arméniens de se retirer des territoires occupés. Des milliers de soldats turcs sont envoyés sur la frontière turco-arménienne au début de septembre, mais ce mouvement est contré par des mouvements de troupes russes basées en Arménie

Le Conseil de sécurité adopte deux nouvelles résolutions, en octobre et en novembre 1993, et bien que rappelant les mêmes points que les deux précédentes, elles reconnaissent le Karabagh en tant que partie au conflit.

Les derniers affrontements : au début de janvier 1994, les forces azerbaïdjanaises et les Afghans échouent à reprendre Fizuli . Le 10 janvier 1994, une autre offensive est lancée dans la région de Martakert ayant pour but de reprendre Kelbadjar, et de menacer le corridor de Latchin. Ces deux attaques coûtent environ 5.000 hommes à l'Azerbaïdjan, et plusieurs centaines aux Arméniens.

Les forces azerbaïdjanaises disposaient de quarante-cinq avions de combat, souvent pilotés par des mercenaires issus de l'armée soviétique russes ou ukrainiens, qui bombardaient souvent des civils. Leur salaire s'élève à 5.000 roubles par mois.

Après six années de combats meurtriers ayant occasionné 30.000 morts, 400.000 réfugiés arméniens d'Azerbaïdjan et 684.000 réfugiés azéris d'Arménie et du Karabagh, les Protocoles de Bichkek ont lieu le 5 mai 1994. Puis les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Karabagh et de la Russie se rencontrent à Mouscou le 16 mai 1994 pour conclure un cessez-le-feu effectif. Cessez-le-feu qui sera rompu à plusieurs reprises sans que le litige soit résolu.

les Arméniens contrôlent non seulement l'enclave montagneuse, mais aussi 9 % du territoire

azerbaïdjanais

Andreï Sakharov avait déclaré que « pour l'Azerbaïdjan, la question du Karabagh est une question d'ambition ; pour les Arméniens du Karabagh, c'est une question de vie ou de mort ».

Aspects juridiques du conflit

Les rattachements à l'Azerbaïdjan, du Nakhitchevan (peuplé de 50% d'Arméniens), de l'Artshakh (peuplé de 95% d'Arméniens) et du Kurdistan rouge (peuplé de 73,1 % de kurdes) qui faisaient partie intégrante de la première République d'Arménie, (26 mai 1918 au 02 décembre 1920), reconnue de facto par les Alliés à la Conférence de la Paix de Paris en janvier 1919. furent décidés par Staline, commissaire aux Nationalités, le 5 juillet 1921.

Ce qui fut confirmé par les Traités de Moscou (mars 1921) en l'absence d'une autorité arménienne, entre la République Soviétique de Russie et la Grande Assemblée de Turquie qui n'avaient aucune compétence juridique reconnue.

Ce traité fut confirmé par le Traité de Kars signé le 13 octobre 1921 entre la République Socialiste Soviétique Fédérative de Russie, représentée par un plénipotentiaire en Lettonie, le Polonais Jakub Hanecki ; les kémalistes étaient représentés par un officier putschiste, commandant du front oriental, un député à la Grande Assemblée Nationale, et un plénipotentiaire en Azerbaïdjan ; et les Républiques Soviétiques de la Transcaucasie représentées par des Commissaires du Peuple, n'ayant aucune autorité en matière de politique étrangère, qui relevait du Politburo et du Secrétaire Général du Comité Central du parti communiste. De ce fait ces républiques ne pouvaient signer aucun traité .

Du fait de la nullité de toutes les dispositions prises concernant les frontières, les prétentions de l'Azerbaïdjan sur l'intangibilité des frontières concédées par la force, n'ont aucun fondement juridique. Du fait aussi que l'Azerbaïdjan lorsqu'il agresse l'Artsakh en 1991 se prévalait de frontières concédées seulement 70 ans plus tôt.

Au contraire c'est l'Arménie qui peut se prévaloir du principe de l'intangibilité des frontières, et du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes ; et cela en tant qu'état reconnu de fait, à la même époque 70 ans plus tôt, à la Conférence de la Paix de Paris et aux Traités qui ont suivi, entérinés par la Société des Nations. Ce qui confère à l'Arménie un droit sur l'intangibilité de ses frontières que ne détient pas l'Azerbaïdjan

Il y a un autre fait qui plaide en faveur de l'indépendance de l'Artsagh : l'Artsagh s'est proclamé République Socialiste Soviétique le 20/02/1988, dans le cadre des institutions soviétiques, puis a proclamé son indépendance le 2 septembre 1991, confirmée par référendum le 10 décembre.

Vers l'indépendance de l'Artsagh

Alors si les instances internationales se refusent à reconnaître l'indépendance de l'Arménie

et de l'Artsakh dans des frontières reconnues, c'est qu'elles privilégient des intérêts économiques et géostratégiques. Et de fait entérine la primauté de la Force sur le Droit. Le Groupe de Minsk de l'OSCE, dont les trois co-présidents ont des intérêts divergents, l'Europe (à l'exception de la France de Macron) et l'OTAN (mort cérébrale), inféodé aux USA, craignant une alliance Turquie-Russie, sont disqualifiés pour arbitrer. Reste une seule instance, où le Droit peut prévaloir, les Nations Unis, qui non seulement peut reconnaître l'indépendance de l'Artsakh, mais aussi déployer des casques bleus sur ses frontières, comme elle l'a fait à la frontière israélienne.

Dernière alternative, c'est que la France renoue avec l'Alliance Russe qui a prévalu à la veille de la Première Guerre Mondiale. Cette vision gaullienne rencontre de plus en plus de partisans dans la classe politique, et permettrait à la France de s'opposer au pantouranisme avec la Russie dans le Sud Caucase.

Les Turco-azéris ne comprennent que le langage de la force, et ne sont régis que par la loi de la Charia, malgré une façade laïque. Les instance internationales ne l'ont pas compris, et se réfugient derrière des principes de droit qu'elles piétinent lorsqu'ils vont à l'encontre de leurs intérêts, et même au-delà lorsqu'on voit les USA organiser des attentas à l'encontre de personnalités iraniennes.

Ainsi nous ne devons rien attendre des institutions internationales qui cautionnent le Grand Jeu et le Dé-Ordre Mondial ; l'Histoire nous apprend que rien n'est définitif.

Nous devons impérativement revenir aux années 80 (les années du Hay Baykar), frapper, par tous les moyens, tout ceux qui entravent notre chemin vers la Liberté et reconquérir notre Alsace Lorraine.

par [Ara Toranian](#) le samedi 5 décembre 2020

© armenews.com 2020

10. Les Nouvelles d'Arménie

Erevan : des milliers de manifestants protestent contre le gouvernement

[Erevan : des milliers de manifestants protestent contre le gouvernement - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Erevan, 5 déc 2020 (AFP) - Plusieurs milliers de manifestants étaient rassemblés dimanche dans le centre de Erevan pour réclamer la démission du Premier ministre Nikol Pachinian, critiqué pour avoir accepté le cessez-le feu consacrant la victoire de l'Azerbaïdjan après six semaines de guerre au Nagorny Karabakh.

Près de 10.000 personnes s'étaient rassemblées en début d'après-midi, selon des journalistes de l'AFP sur place, tandis que les manifestants continuaient d'affluer, tenant des pancartes « Nikol le traître » et scandant "Nikol, va-t-en".

Il s'agit du plus important rassemblement d'opposition depuis le début de la contestation visant le Premier ministre.

L'accord, signé entre Bakou et Erevan sous patronage russe le 9 novembre, a accordé d'importants gains territoriaux à l'Azerbaïdjan et est jugé catastrophique par de nombreux Arméniens, qui réclament depuis la démission de M. Pachinian.

Dans la foule, l'on apercevait samedi des drapeaux de l'Arménie et du Nagorny Karabakh, tandis que certains brandissaient des photos des soldats morts au front.

"Nikol est un cadavre politique. Je n'ai pas l'intention de suivre un cadavre dans sa tombe« , a déclaré à l'AFP Mania Khachatryan, 49 ans. »A cause de lui notre patrie, notre peuple ont reçu des blessures telles

qu'il faudra plusieurs générations pour les guérir", a-t-elle ajouté.

En vertu de l'accord du 9 novembre, l'Arménie s'est engagée à rétrocéder trois districts — Latchin, Kalbajar et Aghdam — qui échappaient au contrôle de l'Azerbaïdjan depuis 1994.

Ces districts faisaient partie d'une zone tampon autour du Nagorny Karabakh, région montagneuse peuplée majoritairement d'Arméniens qui a fait sécession de l'Azerbaïdjan à l'issue d'une guerre dans les années 1990.

L'accord a néanmoins permis la survie du Nagorny Karabakh, amoindri, et vu le déploiement de 2.000 soldats russes de maintien de la paix chargés notamment d'assurer la sécurité du corridor de Latchin, devenu l'unique route reliant le Nagorny Karabakh à l'Arménie.

Vladimir Poutine a apporté mercredi son soutien à Nikol Pachinian, saluant son « courage » face à une « décision très difficile mais nécessaire ».

Dans une adresse télévisée samedi, Nikol Pachinian a déclaré ne pas avoir l'intention de démissionner, affirmant que la priorité du gouvernement était désormais d'organiser le retour des prisonniers de guerre et des corps des victimes.

Côté arménien, plus de 2.300 soldats et 50 civils sont morts dans ce conflit.

par [Ara Toranian](#) le samedi 5 décembre 2020

© armenews.com 2020

11. Les Nouvelles d'Arménie

5 décembre 2020

Le père Hovhannès Hovhannisyan gardien de Dadivank (Haut-Karabagh) a participé à la manifestation anti-Pachinian par une prière

[Le père Hovhannès Hovhannisyan gardien de Dadivank \(Haut-Karabagh\) a \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



A l'appel de Vazgen Manoukian ancien Premier ministre et ministre de la Défense d'Arménie et des 16 partis d'opposition la manifestation demandant la démission du Premier ministre arménien Nikol Pachinian sur la place de la Libération (Azadoutioun) à Erévan a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Gegham Manoukian, membre de la FRA (Fédération Révolutionnaire Arménienne) a affirmé que Gagouk Dzaroukian le leader du parti Arménie Prospère (Barkavadj Hayastan) avait une demi-heure avant la manifestation, été invité pour interrogatoire par les Services de Sécurité nationale d'Arménie. Parmi les orateurs le père Hovhannès Hovhannisyan qui était à la tête du complexe monastique de Dadivank dans la région de Kelbadjar (Karvashar) au Haut-Karabagh restitué à l'Azerbaïdjan a demandé de commencer le rassemblement par une prière.

« Aujourd'hui nombre de pays qui ne sont pas en guerre ne disent pas qu'ils sont fiers, mais nous en perdant nos territoires, en laissant les corps de nos soldats là-bas sur des territoires perdus, nous nous considérons comme des citoyens fiers » a dit le père Hovhannès Hovhannisyan dans son appel. Il continua *« sous les murs de Dadivank, les Turcs marchent et paradent, nous devons nous renforcer, dans notre foi, dans notre amour. En nous, nous devons avoir l'amour divin, s'il est en nous, nous gagnerons, nos territoires nous attendent. Que Dieu*

vous bénisse, que Dieu protège notre nation ».

Vazgen Manoukian a de son côté présenté son programme politique. Les manifestants donnant jusqu'à mardi 12 heures à Nikol Pachinian comme ultimatum de sa démission exigée par les opposants au régime.

Krikor Amirzayan

par [Krikor Amirzayan](#) le samedi 5 décembre 2020

© armenews.com 2020

12. Les Nouvelles d'Arménie

7 décembre 2020

VIDEO-Artak Beglaryan prévoyant le vandalisme des Azéris avait fait transférer les objets religieux de l'église arménienne Spitak Khatch au sommet du mont Vankasar (Artsakh) vers Stepanakert



Artak Beglaryan le représentant des Droits de l'homme en Artsakh a expliqué pourquoi il a fait transférer les icônes et autres images et objets saints qui ornent l'église arménienne Spitak Khatch (Croix Blanche) ainsi que les khatchkars au sommet de la montagne Vankasar (Artsakh) vers un lieu sûr à Stepanakert.

Il a diffusé sur sa page facebook une vidéo et écrit « *un jour avant la cession d'Agdam (Akna)*

le 19 novembre lorsqu'avec une équipe nous étions partis à Nor Maragha et les villages proches, nous sommes entrés dans l'église Spitak Khatch au sommet du mont Vankasar, nous avons récupéré toutes les images saintes, les sculptures, le khatchkars et les objets religieux chrétiens et les avons transférés vers Stepanakert afin qu'il ne puisse pas être soumis au vandalisme des Azéris ».

Artak Beglaryan affirme également que lorsque le groupe d'Arméniens quittait l'église qui allait tomber aux mains des azéris après le transfert de la région d'Agdam, il chanta de lui-même et de façon spontanée le chant « *Aravot louso*

...